

LOIRE ATLANTIQUE **les** **nouvelles**

'HEBDOMADAIRE DEPARTEMENTAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS - N° 137 - 31 JUIL. 1980 - Prix : 1 F

JUILLET : LE CAPITAL CONTRE LA NATION

Arrêtez le bras des casseurs

A Moscou, les Jeux Olympiques se déroulent sous les meilleurs auspices puisque, malgré les entraves, les attitudes scandaleuses et les inventions politiques du monde capitaliste dans le domaine sportif, et mal-

gré l'absence des Etats-Unis, de la RFA, et du Japon, déjà, des dizaines de records mondiaux sont battus.

Les hommes du pouvoir, le parti socialiste, Attali et l'extrême droite qui ont manifesté en-

semble et Bergeron le secrétaire socialiste de Force Ouvrière ont voulu politiser cette manifestation sportive créée il y a trois quart de siècles, par Pierre de Coubertin, qui voulait faire du sport un moyen de rencontre entre les hommes épris de paix.

L'obstination des sportifs du monde entier, la volonté des pays socialistes et notamment de l'union soviétique de poursuivre l'œuvre de Coubertin ont fait échec aux manœuvres de toutes sortes qui, de Carter à Schmidt en passant par Giscard et Bergeron ont tenté de détourner les Français des mauvais coups qu'ils subissent ici en France en cette période de vacances et des atteintes aux libertés que connaît le monde.

En fait ce que voulait le pouvoir, la social-démocratie et la presse à leur dévotion c'était faire oublier aux Français qu'en France et par le monde les atteintes aux libertés se multiplient. Ainsi en juillet les prix n'ont cessé de monter alors que dans le même temps le nombre de chômeurs s'est encore aggravé, 33 000 pour notre département.

Aux chômeurs, à la grande masse des travailleurs qui font les frais de leur politique d'austérité il reste une liberté, celle de se serrer une nouvelle fois la ceinture.

Juillet, en France, aura aussi été le mois des orages. Agriculteurs, maraichers, particuliers auront vu leurs récoltes détruites ou compromises par les pluies.

Mois du gâchis aussi, avec le scandale annuellement renouvelé de dizaines de tonnes de sardines rejetées à la mer dans le port de La Turballe, illustration de la politique du pouvoir qui conduit à la liquidation de la pêche côtière en France.

Les travailleurs ont leur mot à dire... et ils le disent. Ils s'opposent aux licenciements, fermetures d'entreprises. Ils luttent contre les atteintes aux libertés, aux droit syndicaux, exigent, comme début juillet avec la délégation du Comité National de Défense des Libertés que les droits de l'homme soient respectés dans les entreprises, comme à la SNIAS, sur le « Notis », etc...

Mais il font aussi circuler des pétitions à l'initiative des communistes pour exiger l'augmentation de 50 % des allocations familiales dès la rentrée et l'attribution d'une prime de 1 000 francs pour les plus modestes.

Ils résistent. Mieux, ils se battent pour une autre politique et ils commencent parfois à la faire entrer dans la vie.

Oui, il est possible, dès aujourd'hui, de faire reculer patronat et gouvernement et par là de réaliser des avancées préparant les conditions de transformations plus fondamentales. Il est possible et nécessaire d'empêcher les licenciements, les suppressions d'emplois, les destructions de nos moyens de pro-

duction, possible d'obtenir des résultats concrets.

C'est, dans l'immédiat, autant de difficultés en moins pour les travailleurs et autant de chances de la France préservées pour aujourd'hui et pour demain.

Ce combat-là, plus nous serons nombreux à le mener, plus grandes seront nos chances de le gagner.

Juillet a été aussi le théâtre d'une offensive d'envergure du pouvoir et du patronat contre le potentiel économique de notre pays. L'automobile, avec plus de 100 000 travailleurs touchés par des réductions d'activité, la sidérurgie, avec un deuxième plan DAVIGNON, la chimie, le pétrole... sont touchés. Et l'on parle d'un deuxième plan DAVIGNON pour la construction navale, alors que les plus graves menaces planent toujours sur la Nantaise de Fonderies, que des milliers d'emplois ont été liquidés depuis 3 ans dans la construction navale en Loire-Atlantique.

Vague de licenciements aussi en juillet dans le bâtiment où

des licenciements importants sont annoncés chez LE GUILLOU, COIGNET, GROSSIN.

La responsabilité du pouvoir est écrasante. Cette situation est due à la course au profit des monopoles qui bradent l'industrie française et à l'appui qu'apporte le pouvoir à cette stratégie.

Les décisions prises par Mme Saunier-Séité à l'encontre de l'université s'inscrivent dans cette stratégie de déclin de la France et mettent directement en cause certaines disciplines enseignées dans notre département.

En lançant cette offensive durant les vacances, le pouvoir et le patronat, que les puissantes luttes de ces derniers mois avaient contraint au recul, espéraient, se croyant protégés par le « creux » de l'été, restructurer, fusionner, concentrer, liquider... sans coup férir. L'écho rencontré par la proposition communiste de réunir le parlement en session extraordinaire montre qu'il est possible d'arrêter le bras des démolisseurs.

L'ÉTÉ POURRI

Pourri, l'été 80... C'est du moins vrai pour une bonne partie du mois de juillet. Le nez tourné vers les nuages, le vacancier s'interroge, le paysan hoche la tête, le gosse dessine du doigt sur la vitre.

Et les économistes redécouvrent les merveilles de la fatalité. Marasme dans le tourisme ? C'est l'été pourri. Inquiétudes dans le textile et la chaussure ? C'est le « printemps maussade ». Agriculture en difficulté ? Que faire contre les intempéries...

Sans doute serait-il ridicule de nier les conséquences du mauvais temps sur le tourisme, l'agriculture, le commerce.

Pourtant, si le pouvoir d'achat des vacancier a baissé, s'ils doivent raccourcir la durée de leur séjour estival, si les familles dépensent moins pour la nourriture, l'habillement, si, pour la 7^e année consécutive, les paysans voient fondre leur revenu, prétendra-t-on que c'est la faute à l'anticyclone des Açores ?

Pour la première fois depuis la Libération, les ventes du grand commerce ont baissé de 6 % en juin, la production industrielle de 2,2 % et la fréquentation touristique de 5 à 30 %.

Or, la bonne santé d'une économie, indiquait une récente note de l'I.N.S.E.E., dépend intimement du niveau de la consommation populaire. L'objectif prioritaire de M. Barre et du patronat n'en reste pas moins la baisse du pouvoir d'achat et l'accroissement des profits.

On le voit, la première des calamités qui frappe notre région, c'est bien la politique de M. Barre.

Si nous ne pouvons — pour le moment — éviter celles qui viennent du ciel, du moins nous savons qu'il est possible de nous débarrasser de celles qui prennent naissance à l'Élysée et à Bruxelles. Et hâter par les luttes la venue du beau temps.

Les deux volets doivent être remis à tout acheteur de la vignette et le talon détachable renvoyé à la Section ou au Comité de ville de Nantes du P.C.F. 41 rue des Olivettes 44000 Nantes

**SOUSCRIPTION NATIONALE
DE LA PRESSE COMMUNISTE
ET DÉMOCRATIQUE**

BON DE SOUTIEN 12 F.

**Donne droit à l'entrée gratuite à la
FÊTE DE NANTES
8 et 9 Novembre 1980
permet d'assister gracieusement
à tous les spectacles**

réserve peut-être une heureuse
surprise le 9 novembre
gardez précieusement cette vignette.

N° 113999



place du
commerce
48.29.95

L'EXOR-
CISME

L'HISTOIRE
SAINTE

LE CHAT QUI
VIENT DE
L'ESPACE

LES
SOUS-
DOUÉS

HISTOIRE
D'O

L'AMOUR
VIOLE

C'est bien la course au profit qui provoque la catastrophe !

• La commission officielle d'enquête, qui travaillait depuis le 18 mai dernier sur les circonstances de l'incendie du pétrolier français « Bételgeuse », survenu le 8 janvier 1979 à Bantry, en Irlande, a rendu public hier son rapport sur cette catastrophe qui fit cinquante morts. Les commissaires, dans leurs conclusions, sont formels. « TOTAL », propriétaire et armateur du navire : COUPABLE. La « GULF OIL », gérante du terminal de la baie de Bantry : COUPABLE.

L'émotion avait été vive, en Loire-Atlantique, à l'annonce de l'explosion de ce pétrolier de 121 000 tonnes armé par la Compagnie de Raffinage (TOTAL) dans la baie de Bantry, au terminal international que gère la multinationale « GULF OIL ». Parmi les 50 victimes, on comptait 5 officiers et marins du département. De plus, le navire avait été construit à Saint-Nazaire et son armateur occupait une position déterminante aux AFO (Ateliers et Forges de l'Ouest) dont l'activité essentielle est justement... la réparation navale.

A l'époque, presse, radio et fatalité. Tous ne partageaient pas cet avis et le syndicat CGT des AFO dénonçait « Le danger que constituait en général le manque d'entretien des navires ».

Dans le même sens, d'ailleurs, Anicet Le Pors, sénateur communiste des Hauts-de-Seine et Jean Bardol, député du Pas-de-Calais, s'étaient adressés à Joël Le Theule pour demander au Ministre des Transports « Quelles dispositions il comptait prendre pour que l'ensemble des pétroliers Français soient munis des équipements permettant d'éviter de telles catastrophes ».

Insistant plus particulièrement sur les moyens de sécurité matériels et humains, notre camarade Jean-Louis Le Corre, conseiller général, maire de Trignac, s'était adressé au Préfet de Région et à la direction du Port Autonome de Nantes-St-Nazaire pour demander une nouvelle fois le renforcement de ces infrastructures et moyens de sécurité sur les bases portuaires de Donges et de Montoir notamment. Il réclamait entre autres la création d'un corps de marins-pompiers en

Basse-Loire ainsi que l'équipement de celle-ci en remorqueurs et bateaux - pompes suffisamment puissants, ceci étant rendu d'autant plus urgent avec la prochaine mise en service du terminal méthanier de Grou-Montoir.

L'enquête de 72 jours que vient d'effectuer le tribunal Irlandais vient de confirmer la justesse de ces appréciations. Ainsi après avoir entendu 184 témoins, les enquêteurs précisent :

« Si la Gulf avait fourni des embarcations de sauvetage adéquates sur la jetée, il est probable que la vie des membres de l'équipe de la jetée et des hommes à bord du bateau aurait été sauvée ». La Gulf se voit donc désignée comme coupable de négligences criminelles. La multinationale américaine plaidera-t-elle le coût trop élevé des moyens de sécurité ?

Elle est rejointe, en tous cas, au banc des accusés par TOTAL. Le rapport souligne en effet que « la catastrophe a été provoquée par deux types de facteurs : une coque sérieusement affaiblie du fait d'une maintenance inadéquate, et un effort excessif sur les structures du bateau lors des opérations de ballastage ». En clair, la nuit du drame, le « Bételgeuse » n'a pas supporté les tensions exercées sur ses structures par l'épreuve du déchargement et s'est brisé. Là se trouve l'origine des explosions.

Restait à savoir pourquoi. Les enquêteurs ont été amenés, sur ce point à mettre en lumière des défauts d'entretien et d'équipements dont on pense trop souvent qu'ils sont l'apanage des seuls rafiot battant pavillon de complaisance (et qui sont d'ailleurs armés en sous-main par les mêmes compagnies). Ain-

si a-t-il été relevé que le « Bételgeuse » ne disposait pas du système électronique, le « Ioadicator », permettant de surveiller les efforts auxquels sont soumises les structures d'un bateau. D'autre part, le « Beltégeuse » se serait trouvé en 1979, « dans un état détérioré » parce que TOTAL, lors d'une escale technique à Singapour, en 1977, avait pris la décision de ne pas faire « renouveler la protection cathodique dans les réservoirs de ballast » (système de protection évitant la formation d'étincelles dues à l'électricité statique).

On ne peut, sans les nommer, désigner avec plus de précisions les impératifs commandés par le profit. Un maximum de rotations golfe Persique-terminaux, le moins possible d'immobilisation en cale sèche, un minimum de temps pour amortir le prix du bateau. C'est ce genre de philosophie qui a également fait des Bretons des familiers des marées noires. En Irlande, elle pourrait bien avoir tué.

ET PENDANT CE TEMPS-LÀ TOUJOURS LE CHOMAGE AUX A.F.O.

Oui, pendant ce temps-là, alors que de tels risques étaient pris avec la vie des hommes pour étancher la soif de profit de la CFR-TOTAL, les travailleurs des AFO étaient et continuent d'être envoyés au chômage, les navires ne venant en réparation non plus tous les ans, mais tous les 24 ou 28 mois et ce, avec la bénédiction du gouvernement.

Cette situation est intolérable et le rapport de la commission Irlandaise aura eut le mérite de montrer les risques immenses que la soif de profit des pétroliers fait courir au monde.

EN BREF - EN BREF - EN BREF

• LES EQUARISSEURS DE LA S.O.N.A.P.A.R. A BRAINS VICTORIEUX après quinze jours de grève totale. Le patron a dû consentir à une revalorisation des salaires de 2,5 % par trimestre pour l'ensemble des salariés ouvriers et cadres compris, en signant un accord avec le syndicat C.G.T.

• CHEZ BELLARD A MAUVES-SUR-LOIRE (matériel électrique) après des débrayages de l'ensemble du personnel,

un accord de remise en ordre des rémunérations vient d'être signé avec un relèvement des bas salaires de 20% francs au 1^{er} septembre avec complément au 1^{er} octobre. L'augmentation collective de 6 % au 1^{er} octobre se fera sur de nouvelles bases.

76, AVENUE
DE LA REPUBLIQUE
SAINT-NAZAIRE
Tél. 22.53.41

Tous les jours 2 soirées
vers 20-22 h. Matinées
tous les jours 14 h 30,
dimanche, 14 h, 16 h

LE VAUDOU
AUX
CARAIBES

(Interdit moins 18 ans)

LES QUATRE
DE L'AVÉ-
MARIA

jusqu'au dim. 3 août

LE COLLÈGE
EN FOLIE

VOL
AU DESSUS
D'UN NID
DE COUCOUS

(Interdit moins 13 ans)

LES
VALSEUSES

(Interdit moins 18 ans)

Les
KORRIGANS

8, avenue de la
République
ST-NAZAIRE

Tél. 22.44.79

CHILATOWL

(Interdit moins 13 ans)

LE FANTOME
DE BARBE
NOIRE

WALT DISNEY

LA FEMME
FLIC

LE SHÉRIFF
EST EN
PRISON

APOLLO 5 salles, 5 films

CONTES
PERVERS

(Interdit moins 18 ans)

VAUDOU
AUX
CARAIBES

(Interdit moins 18 ans)

LA CAGE
AUX FOLLES

TRINITA

LE BATEAU
DE LA MORT

ARIEL 2 SALLES

FESTIVAL DU FILM FANTASTIQUE
DRACULA PRINCE DES TÉNÈBRES

2 films « HARD » au même programme
tarif réduit interdit moins de 18 ans

ENQUETE
AUTOUR D'UNE ANNONCE TRES SPECIALE
RIEN QUE PAR DERRIERE

Horaires les "Korrigans"

Salle 1 : Tous les jrs, 20 h, 22 h 25,
+ mercredi, 14 h 30, + samedi, dim.,
15 h.
Salle 2 : Ts les jrs, 20 h 15, 22 h 15,
+ mercredi, 14 h 30, + samedi, dim.,
15 h.
Salle 3 : Ts les jrs, 20 h 10, 22 h 20,

+ mercredi, 14 h 30 ; samedi, dim.,
15 h.
Salle 4 : Ts les jrs, 20 h 05, 22 h 20,
+ mercredi, 14 h 30 ; samedi, dim.,
15 h.
En cas de pluie : lundi, mardi, jeudi,
vendredi, 15 h.

A L'AFFICHE DE NANTES

APOLLO

- 1 - Tous les jours, 14 h, 16 h, 20 h 22 h, + samedi, 24 h, dimanche, 18 h : **CONTES PERVERS** (interdit aux moins de 18 ans).
- 2 - Tous les jours, 13 h 55, 16 h 20 h 10, 22 h 15, + samedi, 0 h 15, dimanche, 18 h 05 : **VAUDOU AUX CARAIBES** (interdit aux moins de 18 ans).
- 3 - Tous les jours, 14 h 05, 16 h 05, 20 h 05, 22 h 05, + samedi, 0 h 05, dimanche, 18 h 05 : **LA CAGE AUX FOLLES**.
- 4 - Tous les jours, 13 h 55, 16 h 15, 19 h 55, 22 h 15, + samedi, 0 h 15 : **NIMITZ RETOUR VERS L'ENFER**.
- 5 - 14 h, 20 h, + samedi, 0 h 15 : **TRINITA**, 16 h 15, 22 h 15 : **BATEAU DE LA MORT**.

ARIEL

- 1 - 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h, + samedi, minuit : **DRACULA, PRINCE DES TENEBRES**.
- 2 - Permanent à partir de 14 h : **ENQUETE AUTOUR D'UNE ANNONCE TRES SPECIALE. RIEN QUE PAR DERRIERE**.
- KATORZA, 14 h 30, 20 h, 22 h 30, + dimanche, 17 h :
1 - **GOLD FINGER** (James Bond).
2 - **LA MALEDICTION DE LA VALLEE DE ROIS**.
3 - **S.O.S. TITANIC**.
4 - **UNE SEMAINE DE VACANCES**.

CONCORDE

- 1 - 20 h 15 : **PARFUM DE FEMME**, 22 h 30 : **THE ROSE**.
- 2 - 20 h 15 : **HAIR**.
- 3 - 22 h 30 : **LE SCHERIF EST EN PRISON**.
- 4 - 20 h : **L'ORDRE ET LA SECURITE DU MONDE**, 22 h 15 : **LE PULL OVER ROUGE**.
- 5 - 20 h : **MORT SUR LE NIL**, 22 h 30 : **AMERICAN GRAPHITIS**.

GAUMONT

- 1 - 13 h 50, 16 h 30, 19 h 50, 22 h 30 : **L'EXORCISME**, (Interdit aux moins de 18 ans).
- 2 - 14 h, 16 h 30, 20 h, 22 h 30 : **L'HISTOIRE SAINTE**.
- 3 - 14 h 05, 16 h 30, 20 h 05, 22 h 30 : **LE CHAT QUI VIENT DE L'ESPACE**.
- 4 - 13 h 55, 16 h, 18 h, (le dimanche) 20 h 25, 22 h 30 : **LES SOUS-DOUES**.
- 5 - 14 h 10, 16 h 30, 20 h 10, 22 h 30 : **HISTOIRE D'O**, (Interdit aux moins de 18 ans).
- 6 - 14 h 05, 16 h 30, 20 h 05, 22 h 30 : **L'AMOUR VIOLE**, (Interdit aux moins de 13 ans).

COLISEE

- 14 h 30, 20 h, 22 h 30, + dimanche, 17 h :
1 - **I COMME ICART**,
2 - **CET OBSCUR OBJET DU DESIR**,
3 - **CANIGULA**.

RACINE, permanent à partir de 14 h :
1 - **REMPLISSEZ-MOI LES TROIS TROUS**,
2 - **PARADIS DES FILLES VICIEUSES**.

VERSAILLES

- 1 - 20 : **PREPAREZ VOS MOUCHOIRS**, 22 h 15 : **LE GRAPHIQUE DE BOSCOPI**.
- 2 - 20 h 15 : **LA GRANDE BOUFFE**, 22 h 30 : **LE BON, LA BRUTE ET LE TRUAND**.

non à une université asservie

C'est un mauvais coup que vient de tenter d'assener le pouvoir à l'enseignement supérieur français. Comme à son habitude, c'est pendant l'été, époque des vacances, que tombent les coups les plus rudes. Appliquant avec zèle la politique giscardienne, Mme Alice Saunier-Seïté espérait-elle vaincre sans périls? Mais de quelles mesures s'agit-il au juste?

En fait, celles-ci ne sont qu'une étape supplémentaire du vaste plan de remise au pas de l'université, dont les luttes

de 1968 avaient débouché sur des acquis significatifs, inscrits pour la plupart dans la loi d'orientation adoptée à l'unanimité par le parlement. Déjà, après la refonte des premiers cycles dès 1973, un décret de septembre 1979 remodelait entièrement la carrière des universitaires dont, en particulier, l'insécurité d'emploi était aggravée pour un grand nombre d'entre eux.

Cette fois, le pouvoir tente de mettre en place une carte universitaire malthusienne, par le biais de la non habilitation des filières d'études proposées par les universités elles-mêmes, centralisant les enseignements. Le ministre invoque pour cela un argument fallacieux prétendant « qu'on ne peut enseigner tout partout ». En effet, les universités ne sont pas implantées dans des bourgades : est-ce un luxe d'avoir des formations d'ingénieurs à Angers, Amiens, Reims, des formations d'économistes à Besançon, Caen, le Mans?

Sur le plan nantais, pour le deuxième cycle des universités, sont absentes de la nouvelle carte universitaire :

- licence et maîtrise de biologie des organismes,
- maîtrise de droit,
- maîtrise de droit maritime et aérien,
- les licences de philosophie et psychologie,
- la maîtrise des sciences humaines cliniques,
- la maîtrise de psychologie sociale,

— la licence et la maîtrise d'économie de l'entreprise, qui regroupait pourtant la majorité des étudiants de second cycle d'économie.

Mais un coup encore plus rude est porté au 3^e cycle. Ainsi, dix-neuf D.E.A. (Diplôme d'Etudes Approfondies) sont supprimés (ou non retenus). Citons par exemple :

- le D.E.A. de droit maritime,
- le D.E.A. de droit public,
- le D.E.A. de géologie appliquée,

— les D.E.A. de sciences de la nature dans leur totalité, etc.

On remarque en particulier que le secteur agro-alimentaire disparaît au moment où de grands espoirs étaient fondés quant à son développement dans notre région.

Où donc iront les étudiants nantais et de la région intéressés par ces disciplines? « Ailleurs », dit le ministre, de même que les étudiants en histoire de l'université du Mans, les élèves ingénieurs d'Angers et les étudiants en sciences humaines de Tours. Ainsi rien que pour la région ouest uniquement, ce sont plusieurs milliers d'étudiants qui voient leur cursus universitaire gravement perturbé.

Mais, au-delà de ces conséquences les plus tangibles, c'est en premier lieu la ségrégation sociale au-delà du baccalauréat qui se trouve aggravée. Trop d'étudiants abandonnent déjà vite leurs études

faute d'un soutien matériel suffisant. Un nouveau pas risque d'être franchi. Déjà sous-représentés dans l'enseignement supérieur, les filles et fils d'ouvriers seront bien sûr les plus lésés par la nécessité quasi généralisée de s'expatrier dans des universités éloignées.

En second lieu, un coup sévère est porté au potentiel culturel français. Privilégier comme dit Giscard d'Estaing, quelques centres d'excellence n'est qu'un artifice de propagande. C'est en fait saper à la base l'édifice, qui se fragilise et risque, à long terme, de végéter.

Enfin, les efforts faits, comme à Nantes, pour lier l'université aux réalités locales sont asphyxiés. Nul ne peut certes, prétendre que l'organisation de l'université soit vouée à la politique du « laisser-faire ». Mais l'université a besoin de sang neuf, d'enseignements bien ancrés dans les préoccupations régionales. Or, qui peut en décider, si ce n'est, en liaison avec les instances universitaires nationales, les enseignants, les chercheurs, les étudiants, les syndicats ou vriers, les partenaires économiques, les élus des régions concernées?

Pour parvenir à une telle liaison entre l'université et sa région, à l'opposé du technocratisme giscardien, il n'y a d'autre voie que la démocratie.

but et moyen de la lutte nécessaire.

Face à l'immense gaspillage de moyens et d'intelligence auquel se livre le pouvoir, il importe de faire de cette tentative d'asservissement de l'université une grande question nationale.

Il importe de faire échec à ces mesures téléguidées en fait par les multinationales qui gouvernent les destinées de la société capitaliste en crise. On reconnaît en effet, ici, certaines recommandations préconisées dès 1974 par la tristement célèbre commission Trilatérale, et, sous les aspects volontairement provocateurs de la démarche politique d'Alice Saunier-Seïté, c'est en fait le grand patronat qui s'avance masqué!

Mais la manœuvre n'est cependant que trop évidente. Les universitaires, les étudiants, les travailleurs peuvent compter sur le parti communiste pour y faire échec.

Nantes, le 29 juillet 1980.

EN BREF

● **LES CARENEURS DE LA S.O.P.E.C.A. A NANTES** ont durci leur action en occupant les lieux de travail où ils sont employés à des travaux de sous-traitance pour différents chantiers navals et entreprises de la métallurgie. Avec leur syndicat C.G.T., ces 53 travailleurs refusent la fermeture de leur entreprise de carénage — la dernière sur la place. Le patron a d'autre part refusé de verser les paies de juin, aussi les salariés avec leur organisation syndicale sont-ils intervenus auprès de leur propre direction et celles des entreprises qui ont passé commandes auprès de la S.O.P.E.C.A. « Les licenciements ne sont pas inévitables, affirment-ils, mais le reflet de manœuvres affairistes ».

Fiancés
MAJOR
vous offre de magnifiques
CADEAUX
Demandez votre livret
dans les magasins MAJOR
de SAINT-NAZAIRE

HYPERMARCHÉ

Rond point
Route de Pornichet **SAINT-NAZAIRE**

DU 1^{er} AOUT 1980

AU 9 AOUT 1980

SOLDDES d'été

50.40.30%

DE DÉMARQUE

ALORS... ALLEZ PLUTOT A ROND POINT

DIMANCHE 17 AOUT

A SAINT-BREVIN-LES-PINS

PARC DES
SYLPHES

GRANDE FETE POPULAIRE DU PAYS DE RETZ

organisée par les sections du P.C.F. de Saint-Brévin - Pornic

**RESTAURANT
GRILL**

**Auberge
des Rivières**

LES RIVIERES, ROUANS

SPECIALITE DE
POISSONS GRILLES

GERARD & SYLVIE

COIFFURE
DAMES & MESSIEURS
PARFUMERIE

G & S PENUISIC 27. 22. 71

117, AV. DE MINDIN
44250 ST-BREVIN-LES-PINS

**DROGUERIE
BREVINOISE**

JAMES MERLIOT

186, avenue de Mindin
SAINT-BREVIN-LES-PINS

Tél. 27.26.77

**Peinture-Vitrierie
Liste de mariage**

Eurogarage



3, avenue de la Saulzaie

44250 ST-BREVIN-
LES-PINS

Tél. 27.44.83

**RADIO
TELEVISION
ELECTRICITE**

Robert CHENEAU

72, avenue de Mindin
44250 ST-BREVIN-
LES-PINS

SIRET RC Nantes
A 867 705 956 RM 44
C.C.P. Nantes 1.690.02 G
Tél. 27.22.42

**De nombreux
stands**

POUR SATISFAIRE
VOTRE GOURMANDISE :

- Bar, sandwiches
- Restaurant
- Saucisses grillées, frites
- Glaces

POUR VOUS DIVERTIR,
de nombreux jeux :

- Pochettes surprises
- Poupées
- Chamboul'tout
- Lapinodrome
- Fléchettes
- Tir à la carabine
- Pêche à la ligne
- Etc... etc...

TOUTE LA JOURNÉE :

- Rond-point culturel, livres, disques.
- Animation et jeux dans la fête.
- Saltimbanques, jongleur, cracheur de feu.

LE MIDI :

- Apéritif - Jus de fruit.
DEBAT avec la participation de Jean-Yves COUPEL.

L'APRÈS-MIDI :

- Pierre MAHE viendra dédicacer son livre :
« Raconte camarade »
- Jean AUBIN dédicacera :
« Saint-Nazaire et le mouvement ouvrier de 1848 à 1920 »

SPECTACLE DE VARIÉTÉS

AVEC

Pierre MARAVAL

CE N'EST PAS UN NOUVEAU VENU, ni même un jeune premier du monde de la chanson, puisqu'il s'est produit un peu partout dans les maisons de jeunes et les discothèques, qu'il a participé à de nombreux galas dans l'Ouest et qu'il a été l'invité d'« Antenne 2 » dans l'émission « Aujourd'hui Madame, Les Premières Chances ».

Mais la grande consécration, Pierre Maraval l'a reçue le 14 septembre en remportant devant 130 concurrents le premier prix des jeunes auteurs-compositeurs interprètes. Ce succès lui ouvre déjà bien des horizons nouveaux. Ce qu'il veut, c'est composer, travailler... toujours progresser. Il a plus de 200 titres dans ses cartons, mais à son répertoire seulement 30 ou 40. Le métier lui a

appris à devenir très difficile pour lui-même. Son principe ? Musique d'abord. Presque toujours, il commence par une mélodie et le texte vient ensuite, un texte qui sera élaboré, épuré, transformé avant de devenir définitif.

Pierre Maraval ne se laisse pas aller à écrire n'importe quoi ; sa poésie s'inspire de sentiments vrais et profondément humains. Ce garçon solide comme un roc a une sensibilité délicate, capable de se laisser émouvoir par la plus petite misère ; il ne peut rester indifférent à rien ni à personne. C'est le poète qui frémit intérieurement au spectacle d'un sourire d'enfant, d'une simple larme. Mais ce n'est pourtant pas un nostalgique. La flamme vive qui danse dans ses yeux pétillants reflète une intense joie de vivre, une certaine exubérance. La chanson qui lui a valu la suprême récompense est inspirée d'un vieux cantique breton sur les fins dernières, une authentique complainte dont le rythme s'est transformé en moderne bossa nova habillée d'une orchestration abondamment colorée. Le jury d'Aix l'a aimée, les radios l'ont fait entendre. Bientôt, elle sera gravée sur disque et cassette.



Allocution de

Jean-Yves COUPEL

Secrétaire fédéral

Directeur de la publication : Maurice ROCHER
41, rue des Olivettes - NANTES

Imprimerie Commerciale - 32, bd Laënnec - RENNES - C.P.P.P. n°62 987

Composé et imprimé par une équipe d'ouvriers syndiqués.

RESTAURANT ITALIEN

CASA NOSTRA

Toutes spécialités italiennes

— Fabrication maison —

158, avenue de Mindin — SAINT-BREVIN-LES-PINS

Mr. Bricolage



ZONE INDUSTRIELLE

SAINT-BREVIN

Tél. 27.20.03

S.A. ALLAIS-ATLANTIC

SUD et NORD-LOIRE

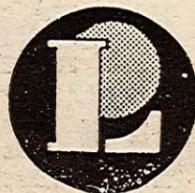
BIERE : KANTERBRAU - KRONENBOURG
ANCRE PILS - KRONEN - METTEOR

174, rue Henri-Gautier SAINT-NAZAIRE Tél 22-17-87
10-14, Allée de Verdun SAINT-BREVIN Tél 27-21-89

**VACANCES
MOINS CHERES!**

E. LECLERC

**défend votre
pouvoir d'achat**



- Route Bleue
- Avenue Raymond-Poincaré

SAINT-BREVIN